

CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot n° 01 : Contrôle technique

Lot n° 02 : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Marché Public de Prestations Intellectuelles

Centre Hospitalier de Joigny - Site de Gériatrie (89)

Groupement hospitalier du Territoire Nord Yonne
Centre Hospitalier de Sens
1, AVENUE PIERRE DE COUBERTIN
BP 108
89108 SENS Cedex

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ ET NATURE DE L'OPÉRATION PROJETÉE.....	3
1.1	Objet de la consultation.....	3
1.2	Nature de l'opération projetée	3
1.3	Lieu(x) d'exécution du marché :	3
1.4	Présentation de l'acheteur, du marché et du projet de construction	3
1.5	Nature de l'opération projetée	4
1.6	Zone d'intervention.....	4
2	LOT N° 01 - PRESTATIONS RELATIVES AUX MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE (CT)	8
2.1	Rappel concernant l'opération.....	8
2.2	Délais des prestations et des livrables à remettre le Contrôleur Technique	9
2.3	Conditions d'exécution des prestations - Contrôleur Technique	10
2.4	Phase du marché	11
2.5	Durée du marché	11
3	LOT N° 02 - PRESTATIONS RELATIVES AUX MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS).....	12
3.1	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	12
3.2	Précisions relatives au contenu des missions et des livrables	14
3.3	Délais des prestations et des livrables à remettre par le Coordinateur SPS.....	16
3.4	Conditions d'exécution de la mission.....	17

1 OBJET DU MARCHE ET NATURE DE L'OPÉRATION PROJÉTÉE

1.1 Objet de la consultation

Le présent cahier des clauses techniques particulières est un marché **de prestation intellectuelle** de droit public soumis aux règles de ma commande publique (ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics).

1.2 Nature de l'opération projetée

La présente consultation a pour objet de définir un ensemble de prestations intellectuelles nécessaires à l'exécution des missions ci-après pour les phases de conception et de réalisation de **l'Extension et de la Restructuration du site de gériatrie de l'hôpital de Joigny** :

- Lot n°01 : Contrôle Technique de la Construction (CT) ;
- Lot n°02 : Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS).

1.3 Lieu(x) d'exécution du marché :

CENTRE HOSPITALIER DE JOIGNY – SITE DE GÉRIATRIE
1, allée Pierre de Coubertin
89300 JOIGNY




1.4 Présentation de l'acheteur, du marché et du projet de construction

1.4.1 L'acheteur

L'acheteur	Groupement Hospitalier de Territoire du NORD YONNE
	Représenté par l'établissement support : le Centre Hospitalier de SENS. 1, Avenue Pierre de Coubertin. BP 108 89108 SENS Cedex

Le centre hospitalier de SENS est représenté par Madame Véronique ROBIN, Directrice Générale du GHT Nord Yonne.

1.4.2 Le Maître d’Ouvrage

Le Maître d’Ouvrage	Centre Hospitalier de Joigny – Site de Gériatrie
	GROUPEMENT HOSPITALIER DE JOIGNY 3, Quai de l’hôpital 89 300 JOIGNY.

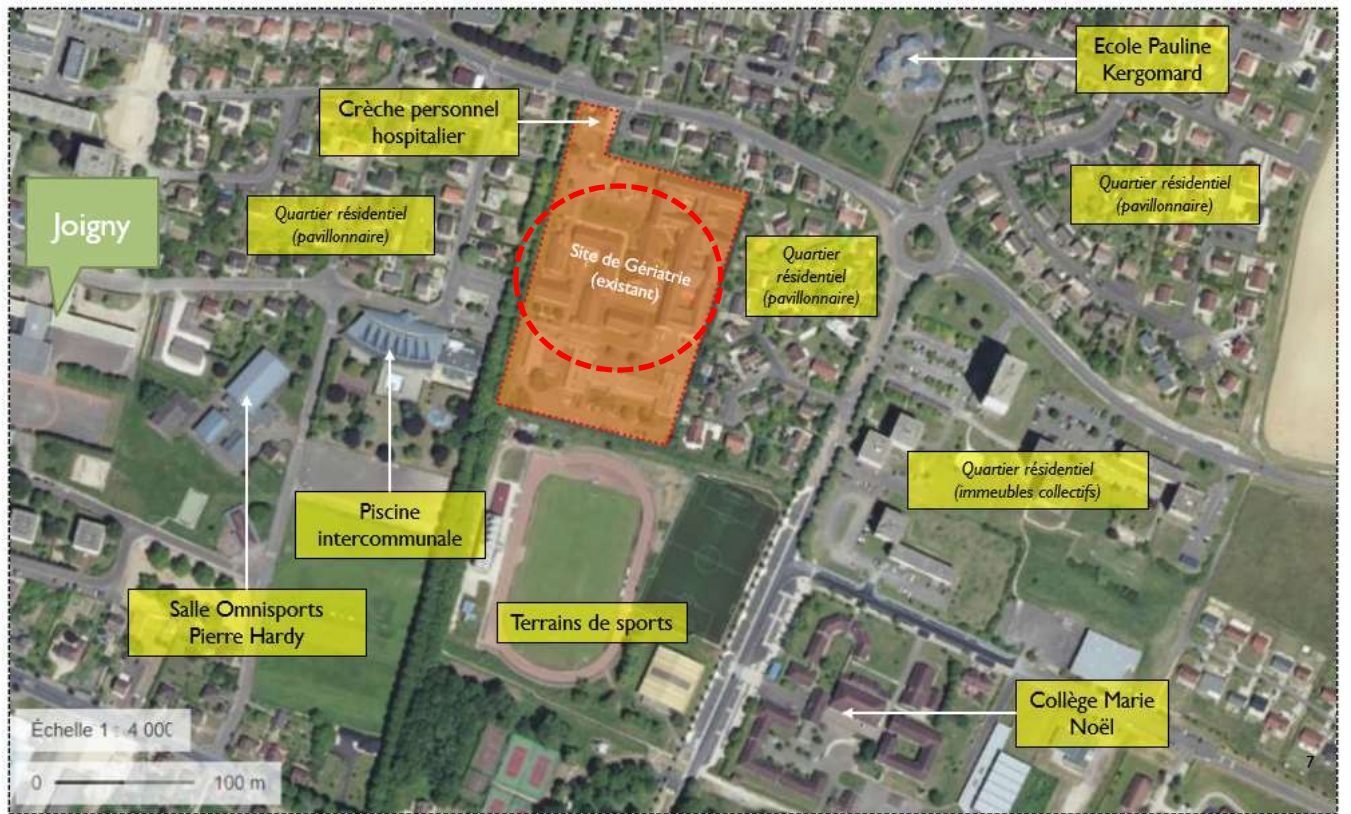
Le centre hospitalier de Joigny est représenté par Emmanuel BOS, Directeur Adjoint en charge des achats de la logistique, des travaux du GHT Nord Yonne.

1.5 Nature de l’opération projetée

Le groupement hospitalier de Nord-Yonne souhaite transformer son offre médico-sociale du GHT Nord-Yonne. Le site de gériatrie du centre hospitalier de Joigny fait partie intégrante du GHT Nord Yonne et fait l’objet d’un projet d’extension et de restructuration de ces locaux.

1.6 Zone d’intervention

1.6.1 Plan de situation



Plan de situation : centre hospitalier de Joigny / site de gériatrie

1.6.2 Plan de masse



Limite parcellaire du site de Gériatrie



Parcelle 000 AS n° 172 – n° 174 – n° 251
Surface totale des parcelles : 25 050 m²

Repérage des parcelles cadastrales

1.6.3 Le projet d'extension et de reconstruction.

Glossaire du projet :

EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

UVA : Unité de vie Alzheimer ;

UPPA : Unité pour personnes âgées atteintes de maladies psychiatriques ;

UVC : Unité de vie conventionnelle ;

PASA : Pôle d'activités et de soins adaptés ;

ADJ : Accueil de jour ;

USLD : Unité de soins de longue durée ;

USSR : Unité de soins de suite et réadaptation ;

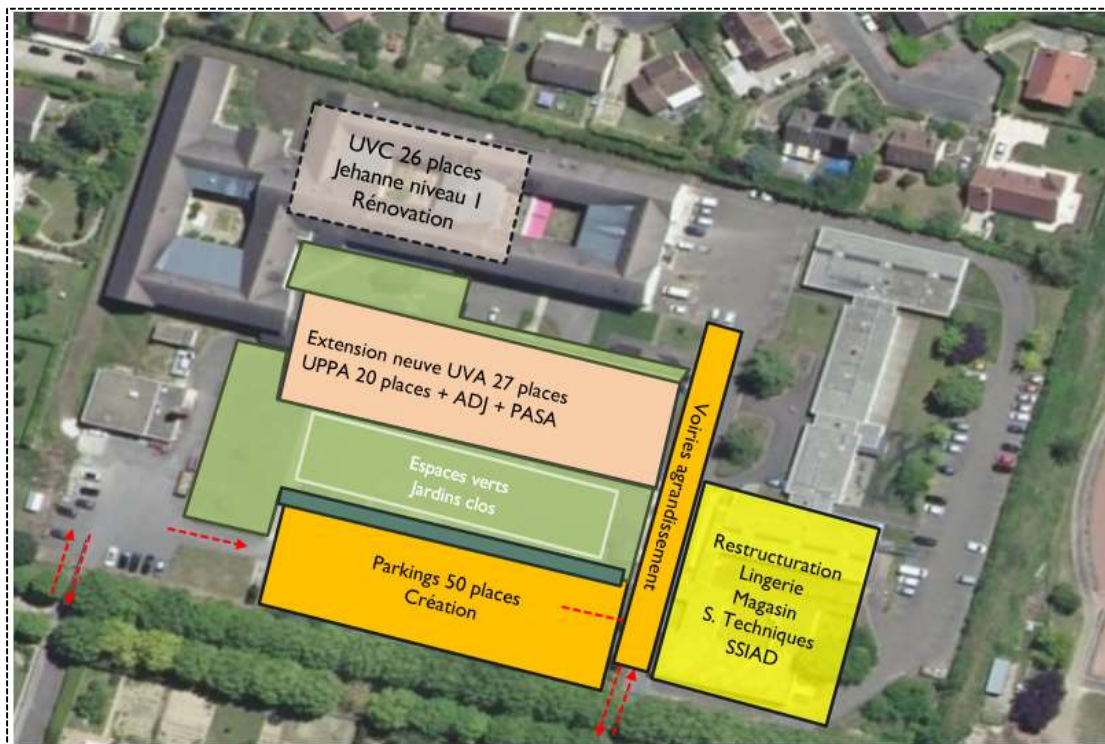
SSIAD : Service de soins infirmiers à domicile.

Le programme du projet :

- Création d'une extension du bâtiment EHPAD comprenant 27 places UVA et 20 places UPPA.
- Création d'un PASA de 14 places.
- Création d'un ADJ de 10 places.
- Aménagement d'une UVC de 26 places en remplacement de l'actuel UVA situé dans le bâtiment Jehanne, niveau 1.
- Aménagement du SSIAD en remplacement de l'actuel Accueil de Jour.
- Les travaux induisent la démolition des pavillons : Chantemerle, Mésanges, Rossignols, Pinsons, Fauvettes, Hirondelles, et Tourterelles.
- Travaux communs de réfection et de restructuration de la cuisine centrale, de la lingerie, du magasin central et du poste d'accueil.
- Travaux d'aménagement du SSIAD et des bureaux des services techniques l'actuel Accueil de Jour.
- Création d'un parking de 50 places pour les véhicules légers.
- Agrandissement de la voirie principale de livraison pour les véhicules lourds (PL 19 tonnes) avec doublement de la voie : livraisons du magasin central, de la lingerie et des cuisines. Prévoir un trafic de 5 à 10 PL jours maximum.
- Aménagements extérieurs d'espaces verts et de jardins végétalisés.
- Les travaux communs sont répartis au prorata des places entre les secteurs EHPAD, USLD et SSR.



Secteurs pavillons à démolir



Projection des travaux

2 LOT N° 01 - PRESTATIONS RELATIVES AUX MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE (CT)

2.1 Rappel concernant l'opération

Le mode de dévolution des marchés de travaux et leur nombre n'est pas déterminé à ce stade de l'opération. Les prestations doivent prendre en compte la possibilité que soient conclus plusieurs marchés de travaux dans des configurations différentes (Corps d'états séparés, macro-lots, entreprises générales)

Durée prévisionnelle du marché : 40 mois dont 2 mois de préparation de chantier et 22 mois de chantier.

2.1.1 Missions de base

Dans le cadre du Contrôle Technique obligatoire, la mission minimale comprend la mission L et la mission S. Ces missions de base sont définies dans l'annexe A de la norme NFP 03-100.

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
S	Relative à la sécurité des personnes dans les constructions (ERP).
SEI	Sécurité des personnes dans les constructions portant sur des Établissements Recevant du Public (ERP)

2.1.2 Missions complémentaires normées

Les missions de base sont complétées par des missions complémentaires normées dont la liste figure à l'article 5-3 de la norme NFP 03-100. Ces missions sont définies dans l'annexe A du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de Contrôle Technique (CCTG-CT).

Code	Libellé
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
F	Fonctionnement des installations (cf. Nota 1)
Ph	Isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation (cf. Nota 2)
Th	Isolation thermique et économies d'énergie (cf. Nota 3)
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (cf. Nota 4)
PV	Relative à la réception, au récolement et examen des PV des essais de fonctionnement des installations.
LE	Solidité des existants
Av	Stabilité des ouvrages avoisinants
GTB	Gestion technique des bâtiments
VIEL	Vérification Initiale des Installations Electriques
Atth	Attestation finale thermique
HYSA	Relative à l'Hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que dans les bâtiments à usages d'habitation
Brd	Relative au transport des brancards dans les constructions

NOTA 1 : La mission « F » concerne toutes les installations techniques, dont en particulier : production et distribution de chaud, production et distribution d'ECS, production et distribution de froid, CTA, détection anti-intrusion, ascenseurs, monte-charges, etc.

NOTA 2 : Concernant la mission « Ph » le Contrôleur Technique proposera une **mission particulière** comprenant :

- L'établissement du niveau sonore initial de référence ;
- Le contrôle des notes de calcul, plans, documents, etc. afférent à l'isolation acoustique des bâtiments ;
- Le contrôle des isolements acoustiques obtenus, par réalisation de mesures, en cours de travaux (réalisation de contrôles sur les premières mises en œuvre suivant modalités à déterminer par le Titulaire) ;
- Le contrôle des isolements acoustiques réellement obtenus après travaux, par réalisation de mesures, sur un échantillonnage suffisamment représentatif (échantillonnage et modalités à déterminer par le Titulaire).
- La fourniture d'une attestation finale acoustique visée par l'arrêté du 27 novembre 2012.
-

NOTA 3 : La mission « Th » comprend la **validation de l'étude de faisabilité des approvisionnements en énergie** à réaliser par le Maître d'œuvre et issue du décret n°2007-363 du 19 mars 2007 et de l'arrêté du 18 décembre 2007 ainsi que la fourniture d'une attestation de prise en compte des dispositions de la réglementation thermique.

NOTA 4 : La mission « Hand » sera complétée par la fourniture des **attestations de conformité** à la réglementation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées, en phase étude et en phase travaux.

2.2 Délais des prestations et des livrables à remettre le Contrôleur Technique

Les délais dans lesquels le Contrôleur Technique est tenu d'accomplir les actes relevant de sa mission sont définis dans les conditions ci-après – la durée de chacune des phases est précisée dans la fiche de présentation de l'opération (calendrier prévisionnel) :

Prestations et livrables	Délais pour livrer le document
Phase 1 : Conception Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique avec : <ul style="list-style-type: none"> - Participation minimale et obligatoire à 2 réunions de revue de projet par phase (ESQ2, APS, APD, PRO, DCE), organisée par le MOA ou par le MOE. 	
1. Avis sur dossiers DIAG, ESQ, APS, APD, PRO et DCE	2 semaines après réception des documents remis par le MOE
2. Avis sur le dossier PC (et autres dossiers d'autorisations administratives)	2 semaines après réception des documents remis par le MOE et préalablement au dépôt de la demande en Mairie
3. Rapport Initial de Contrôle Technique	2 semaines après réception du dossier PRO remis par le MOE et mise à jour 1 semaine après réception du dossier DCE
Phase 2 : Etude d'Exe Examen des documents d'exécution et formulaire des avis correspondant et PV de validation avec : <ul style="list-style-type: none"> - Participation aux réunion d'EXE sur convocation du Moe 	
1. Avis sur les documents d'EXE	2 semaines après réception des documents
2. Avis suite à la participation des réunions de mise au point technique	3 jours ouvrés à la suite des réunions
Phase 3 : Travaux – Durée prévisionnelle de 24 mois dont 2 mois de préparation de chantier. Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au Contrôle Technique et formulation des avis correspondants avec : Passage régulier sur site d'au moins 1 fois par semaine comprenant :	

<p>- Participation à 1 réunion hebdomadaire de chantier sur 2, organisée par le MOE et / ou par l'OPC ;</p> <p>- Participation à toutes les réunions mensuelles organisées par le MOA ;</p> <p>- Visites inopinées sur site, sans concomitance avec les réunions évoquées ci-dessus.</p>	
1. Compte rendu d'observations	1 semaine après la visite (programmée ou inopinée)
2. Synthèse des avis défavorables et suspendus non levés	Tous les mois, 1 semaine avant chaque réunion mensuelle organisée par le Maître d'ouvrage
<p>Phase 4 : OPR et Réception</p> <p>Établissement des différents rapports finaux relatifs à la mission de Contrôle Technique (Rapport Final du Contrôleur Technique, Rapport de Vérification Règlementaire Après Travaux, Attestation HAND, Rapport VIEL, etc.) avec :</p> <p>- Participation aux Opérations Préalables à la Réception ;</p> <p>- Participation à la visite de la Commission de sécurité (ou aux visites le cas échéant) ;</p> <p>- Participation au constat de la levée des réserves qui engendrerait des avis défavorables dans les rapports finaux.</p>	
1. Établissement du RFCT, du RVRAT et des divers rapports ou attestations relatifs aux missions confiées (rapport VIEL, attestation HAND, etc.)	Concomitamment aux opérations de réception, 3 semaines avant la visite de la commission de sécurité.
<p>Phase 5 : Année de Parfait Achèvement</p> <p>Avis sur les désordres et sinistres et leur traitement, examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement, y compris production des avis correspondant</p>	
1. Avis sur les désordres et sinistres et leur traitement	2 semaines après désordre ou sinistre
2. Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement	2 semaines après réalisation des travaux

Rappel : Le Contrôleur Technique participera à toutes les réunions spécifiques (SDIS, services instructeurs, Commissions de sécurité et d'accessibilité, etc.) et de manière générale à toutes les réunions ou les visites nécessaires à la bonne exécution de sa mission et ce, pendant toute la durée du marché (conception, travaux, réception et année de parfait achèvement).

En tout état de cause, le Contrôleur Technique participe :

- À toutes les réunions de revue de projet organisées par le Maître d'ouvrage ou son AMO ;
- À toutes les réunions d'EXE organisées par le Maître d'œuvre et auxquelles sa présence serait nécessaire ;
- Au minimum à une réunion hebdomadaire de chantier sur deux ;
- A toutes les réunions relatives aux OPR et à la réception des travaux.
-

2.3 Conditions d'exécution des prestations - Contrôleur Technique

2.3.1 Personnes physiques désignées

Dès la remise de son offre, le candidat désigne le Responsable Technique en charge de l'exécution du marché lors des phases d'études et de réalisation, ainsi que son suppléant, tous deux qualifiés pour signer les avis relatifs aux missions définies dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

2.3.2 Capacités des intervenants

Le Titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché, les mêmes personnes physiques comme Responsable Technique et comme suppléant. Ainsi, le Titulaire ne peut remplacer une personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas de son fait.

Le changement de Responsable Technique qualifié devra être notifié immédiatement au Maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 3 du Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI). Le Titulaire prendra toutes dispositions pour assurer la continuité de sa mission, en particulier pour les émissions d'avis et les réunions, y compris pendant les périodes de congés.

Dans ce cas, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le Titulaire doit être acceptée par le Maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

- Le Titulaire propose au Maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu à l'article 3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence et du CV de la nouvelle personne physique ;
- Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours pour l'agréer. L'accord du Maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite ;
- Si le Maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le Titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. À défaut ou si le Maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions du CCAG-PI.

Le Responsable Technique, ou à défaut l'un des suppléants, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau Responsable Technique désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au Maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du Maître d'ouvrage.

2.3.3 Obligation d'information

Le Contrôleur Technique interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de Contrôle Technique (CCTG-PI). Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si le Contrôleur Technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au Maître d'ouvrage et à son AMO ;
- La mission du Contrôleur Technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler au Maître d'ouvrage et à son AMO les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le Responsable Technique de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Ils seront transmis au Maître d'ouvrage, au Conducteur d'opération (AMO), au Maître d'œuvre et aux entreprises concernées ;
- Le Maître d'ouvrage et son AMO prendront les dispositions nécessaires pour :
 - Informer, dès l'origine, les concepteurs, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
 - Que soient fournis au Contrôleur Technique tous les documents nécessaires à l'exécution de sa mission.

2.4 Phase du marché

Il est prévu au titre de la présente mission qu'une seule phase d'intervention.

2.5 Durée du marché

Le contrat prendra effet à compter de sa notification au titulaire. Cette notification fera courir les délais fixés à l'acte de l'engagement.

3 LOT N° 02 - PRESTATIONS RELATIVES AUX MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

Dans le cadre des missions qui lui incombent, le Coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention du Code du travail qui sont applicables, afin de prévenir les risques liés aux activités simultanées ou successives dans la réalisation de l'ouvrage et les risques liés aux interventions sur l'ouvrage.

Le Coordonnateur SPS interviendra dans les conditions fixées par les articles L.4211-1 et 2, L.4531-1 à 3, L.4532-1 à 18 et R.4532-1 à 4533-7 du Code du travail, ainsi que celles mentionnées au présent contrat.

3.1 Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé

3.1.1 Catégorie et type d'opération de

Ce projet est a priori de CATEGORIE I (*)

(*) : les candidats devront confirmer la catégorie dans leur offre.

Les opérations rentrant dans la catégorie 1 sont soumises à l'obligation de constituer un **Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail** (article R. 4532-77) ou CISSCT, présidé par le coordonnateur SPS.

Le mode de dévolution des marchés de travaux et leur nombre n'est pas déterminé à ce stade de l'opération. Les prestations doivent prendre en compte la possibilité que soient conclus plusieurs marchés de travaux dans des configurations différentes (Corps d'états séparés, macro-lots, entreprises générales).

Durée prévisionnelle du marché : 40 mois dont 2 mois de préparation de chantier et 22 mois de chantier.

3.1.2 Missions lors de la phase de conception

Code	Libellé
C1	Vérification du respect des principes généraux de prévention suivant l'article L.4531-1 du Code du travail.
C2	Ouverture du registre-journal de coordination.
C3	Avis et remarques sur les dossiers de conception établis par le Maître d'œuvre en phase APD, PRO et DCE notamment au regard de l'autorité que le Maître d'ouvrage confère au Coordonnateur vis à vis des intervenants.
C4	Élaboration du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et tenue à jour du document tout au long du projet.
C5	Élaboration du Dossier d'Intervention Ulérieur sur Ouvrage et tenue à jour du document tout au long du projet.
C6	Rédaction de la déclaration préalable suivant les articles L.4532-1, R.4532-2 et R.4532-3 du Code du travail, en collaboration avec le Maître d'ouvrage et avant le dépôt du Permis de construire.
C7	Définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques. Proposition de la répartition entre les corps d'état qui interviendront sur le chantier.
C8	Définition des dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier et pour que les installations et dispositifs de clôture et de sécurité soient adaptés aux besoins.
C9	Analyse des risques et proposition des mesures de prévention à mettre en œuvre pour la prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier et contrôle de l'absence de danger pour les tiers extérieurs au chantier (résidents, personnels, visiteurs, riverains, passants, promeneurs, etc.).
C10	Participation aux réunions de revue de projet organisées par le MOA ou son AMO ou par le MOE

Code	Libellé
C11	Projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

3.1.3 Missions lors de la phase de réalisation des travaux et l'année de parfait achèvement

Code	Libellé
R1	Participation à la réunion préparatoire de la phase.
R2	Participation, avant le lancement de la période de préparation de chantier, à une réunion de coordination des travaux de Voirie et de Réseaux Divers.
R3	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations à la Maîtrise d'œuvre et au Conducteur d'opération, et copie au Maître d'ouvrage.
R4	Organisation de la coordination des activités simultanées ou successives des différentes entreprises présentes sur le chantier, des modalités de l'utilisation en commun des installations, matériels et circulations, de leur information mutuelle ainsi que de l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
R5	Tenue à jour du registre-journal de Coordination.
R6	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent.
R7	Tenue à jour, adaptation, communication et veille à l'application du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
R8	Tenue à jour du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage.
R9	Visa et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé remis par les entreprises et les sous-traitants dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
R10	Communication des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé établis par l'entreprise Titulaire du lot gros œuvre ou du lot principal et par les entreprises ayant à effectuer des travaux présentant des risques particuliers aux autres entreprises intervenant sur le chantier.
R11	Réalisation des inspections communes avant l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer, ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé prises pour l'ensemble de l'opération.
R12	Définition, en accord avec la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage, des moyens à mettre en œuvre pour organiser les manutentions et les protections collectives en fonction des besoins du chantier (monte-matériaux, recettes sécurisées à matériaux, échafaudages communs, etc.)
R13	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.
R14	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier et contrôle de l'absence de danger pour les tiers extérieurs au chantier (résidents, personnels, visiteurs, riverains, passants, promeneurs, etc.).
R15	Contrôle de la mise en place et de l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
R16	Diffusion aux différents intervenants de toutes les informations et de tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la mission de coordination et mise à jour sur la base de données informatisée mise en place pour l'opération.
R17	Organisation des réunions et présidence du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)
R18	Participation aux réunions hebdomadaires de chantier organisées par le MOE ou l'OPC.
R19	Réalisation de visites inopinées sur site.
R20	Participation aux réunions mensuelles organisées par le MOA ou son AMO.

Code	Libellé
R21	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
R22	Mise en place de l'adoption du règlement du collège interentreprises et transmission à l'inspecteur du travail, à l'OPPBT et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels
R23	Participation aux Opérations Préalables à la Réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien.
R24	Remise au Maître d'ouvrage du Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage dans sa version définitive.
R25	Suivi de l'année de parfait achèvement avec mise à jour éventuelle du DIUO.

3.2 Précisions relatives au contenu des missions et des livrables

3.2.1 Plan Général de Coordination

Le Coordonnateur SPS élabore le Plan Général de Coordination (PGC) prévu à l'article L4532-8 du Code du travail. L'attention du Coordonnateur SPS est attirée sur le fait que le PGC devra être établi en concertation avec le conducteur d'opération. Le PGC sera joint au dossier de consultation des entreprises chargées de la réalisation des travaux.

Le Coordonnateur SPS effectuera une relecture du Dossier de Consultation des Entreprises, qui inclura ce premier PGC.

Le PGC indique, entre autres, les conditions de vérification :

- Des installations électriques provisoires ;
- Des installations de levage le cas échéant ;
- De la stabilité mécanique des dispositifs d'étalement ;
- De la stabilité mécanique des éléments de structure en phase provisoire ;
- De la stabilité mécanique de la structure, des structures avoisinantes et du sol lors des phases de terrassement, excavation ou reprise en sous-œuvre ;
- Des dispositifs de protection contre l'incendie des chantiers.

Le PGC précise en outre les modalités de gestion des phases provisoires du chantier sur le plan de la sécurité.

Le PGC propose aussi les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier. Il proposera une solution pour la prise en charge de la dépense correspondante sous forme d'affectation à une entreprise déterminée.

3.2.2 Registre-journal

Le registre-journal est le principal moyen de communication entre le Coordonnateur et les autres partenaires de l'opération.

Il sera le support des observations, des propositions ou des notifications que le Coordonnateur SPS jugera nécessaire de formuler, aux fins de prise en compte par les différents partenaires et il comprendra :

- Tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- Tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Il est possible de créer un registre-journal « avant notification du marché de travaux » et un registre-journal « travaux » pour des raisons de confidentialité vis à vis des entreprises.

Le registre-journal de coordination sera présenté sous forme d'un carnet à pages numérotées avec un système de duplication générant trois originaux : un exemplaire sera maintenu en permanence sur le chantier, un autre sera adressé aux entreprises, la garde du troisième original étant confiée au Coordonnateur SPS.

Une copie de ce registre-journal sera transmise par mail au Maître d'ouvrage, à son AMO ainsi qu'au Maître d'œuvre. Si le Coordonnateur SPS estime que le Maître d'ouvrage est concerné par un chapitre du registre-journal, il devra attirer son attention de manière significative.

Il est rappelé au Coordonnateur SPS qu'il a obligation d'archiver ce registre-journal pendant cinq ans à compter de la réception des ouvrages.

3.2.3 Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage

Le Coordonnateur SPS devra soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage un modèle de DIUO.

Le Coordonnateur SPS doit indiquer au Maître d'ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre les documents que devront fournir les entreprises pour compléter le DIUO. Il s'agit notamment de notices précisant les conditions de sécurité des travailleurs lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le DIUO définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'exploitation future de l'ouvrage.

Il rassemble tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Il est complété par un plan schématique de l'implantation des ouvrages (seront indiqués l'accessibilité des personnels, des matériaux et des matériels, les moyens de protection ou de manipulation à mettre en œuvre) ainsi qu'un synoptique des équipements (confection à la charge du Titulaire).

Le Coordonnateur SPS remettra au Maître d'ouvrage, dès la fin de la phase « Conception », un premier projet de DIUO, qui devra comporter les réponses à l'exigence de facilité d'exécution des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

En complément du DOE visé par la Maîtrise d'œuvre, le DIUO comporte une notice d'intervention ultérieure sur l'ouvrage avec les rubriques précisées à l'article R.4211-3 à 4 du Code du travail, indiquant les dispositions prises, notamment :

- Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, le cas échéant, et notamment pour les accès aux canalisations en galerie technique, ou en vide-sanitaire ;
- Pour faciliter l'intervention sur les lots techniques, avec les procédures retenues pour les travaux suivants : électricité, gaz, autres fluides.

Le DIUO indique, s'il y a lieu, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien. Le Coordonnateur SPS pourra compléter, en tant que de besoin, toutes les rubriques qu'il jugera nécessaire de faire figurer au présent DIUO.

Le DIUO devra inclure :

- Une notice d'information sur la durabilité des dispositifs de protection ;
- Les rapports des contrôles techniques des entreprises, le cas échéant, notamment en ce qui concerne les lots techniques (électricité, ascenseurs, ...).

Le DIUO finalisé sera remis au Maître d'ouvrage conformément au délai indiqué ci-dessous.

Si le DIUO n'est pas complet, le Coordonnateur SPS remettra un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes.

3.2.4 Participation aux réunions relatives à l'opération

Le Coordinateur SPS participera :

- À toutes les réunions spécifiques (services instructeurs, etc.) et de manière générale à toutes les réunions ou visites nécessaires à la bonne exécution de sa mission, et ce pendant toute la durée du marché (conception, travaux, réception et année de parfait achèvement).
- À toutes les réunions mensuelles de revue de projet organisées par le Maître d'ouvrage ou son AMO ;
- Au minimum à une réunion hebdomadaire de chantier sur deux, hors visites inopinées, permettant ainsi d'assurer au minimum une visite hebdomadaire sur site, et ce en plus des réunions mensuelles de Maîtrise d'ouvrage ou toutes autres réunions auxquelles il est convoqué ;
- A toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Le Coordonateur SPS réalise, pendant la phase travaux, toutes les visites d'inspection commune nécessaires.

Il réalise également, pendant la phase de travaux, au minimum, et en moyenne, 1 visite inopinée par semaine. Ces visites inopinées, d'une durée moyenne de 1 heure sur site, seront réalisées de manière aléatoire et ne seront pas exécutées en préalable ou à la suite d'une autre intervention sur le chantier, quelle qu'elle soit.

Chaque passage sur le chantier sera tracé (date, heure arrivée, heure départ, observations, nom et signature) dans le registre-journal, présent dans les locaux de la base vie.

A la fin de chaque mois, il remet au Maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du registre-journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est consultable.

NOTA : Les présences sur site pour « visites d'inspection commune », pour les réunions de chantier, pour les réunions avec la Maîtrise d'œuvre ou la Maîtrise d'ouvrage, ne seront pas comptabilisées comme visite inopinée.

3.3 Délais des prestations et des livrables à remettre par le Coordinateur SPS

Les délais dans lesquels le Coordonateur SPS est tenu d'accomplir les actes relevant de sa mission sont définis dans les conditions suivantes :

Prestations et livrables	Délais pour livrer le document
Phase 1 : Conception	
Participation minimale à 1 réunion de revue de projet par phase, organisée par le MOA ou son AMO ou par le MOE	
Ouverture et tenue à jour du registre-journal	1 semaine après la notification du marché Consignation des observations ou des propositions dans les 48h suivant la visite ou la réunion
Avis sur les dossiers APS, APD, PRO et DCE	2 semaines après réception des documents remis par le MOE
Elaboration et mise à jour du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé	2 semaines après réception de l'APD remis par le MOE Mise à jour 2 semaines après la réception du PRO remis par le MOE
Elaboration et mise à jour du Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage	2 semaines après réception de l'APD remis par le MOE Mise à jour 2 semaines après la réception du PRO remis par le MOE
Rédaction de la déclaration préalable	2 semaines avant le dépôt du Permis de construire
Rapport défini au 4° de l'article R.4532-12 du Code du Travail (cf. l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, accès provisoires, etc. ...)	Au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux
Communication du Projet de Règlement du CISSCT (Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail),	Au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux
Phase 2 : Travaux	
Participation minimale à 1 réunion hebdomadaire de chantier sur 2, organisée par le MOE ou l'OPC	
Réalisation d'au moins 1 visite inopinée sur site, 1 fois toutes les 2 semaines ;	
Réalisation des visites d'inspection commune à chaque fois que nécessaire ;	
Participation à toutes les réunions mensuelles organisées par le MOA ou son AMO.	
Visa et communication des PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) aux entreprises selon l'article R4532-13 du Code du Travail	Dans les 48h à compter de la réception des PPSPS établis par les entreprises
Communication du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé mis à jour puis définitif	A chaque modification ou adaptation éventuelle du document. Version définitive à remettre au Maître d'ouvrage au plus tard 1 mois après la date de réception des travaux.
Communication du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage définitif	Version définitive à remettre au Maître d'ouvrage au plus tard 1 mois après la date de réception des travaux (2 mois si DIUO incomplet).
Tenue à jour du registre-journal	Consignation des observations ou des propositions dans les 48h suivant la visite ou la réunion
Phase 3 : GPA	
Suivi de l'année de parfait achèvement et mise à jour éventuelle du DIUO	1 semaine à compter de la survenance du fait

3.4 Conditions d'exécution de la mission

3.4.1 Personnes physiques désignées

Dès la remise de son offre, le candidat désigne le Coordonnateur SPS en charge de l'exécution du marché lors des phases d'études et de réalisation, ainsi que son suppléant.

À tout moment, au moins une personne (Coordonnateur ou suppléant) devra pouvoir se rendre dans un délai de 2 heures sur place, y compris pendant les périodes de congés.

3.4.2 Capacités des intervenants

Les personnes physiques désignées (Coordonnateur et suppléants) par le Titulaire pour exercer la mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé doivent, en permanence et pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-25 définie à l'article R.4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, les mêmes personnes physiques comme Coordonnateur et comme Coordonnateur suppléant. Ainsi, le Titulaire ne peut remplacer une personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas de son fait.

Dans ce cas, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le Titulaire doit être acceptée par le Maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

- Le Titulaire propose au Maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu à l'article 3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence et du CV de la nouvelle personne physique ;
- Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de 7 jours pour agréer le nouveau Coordonnateur. L'accord du Maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite ;
- Si le Maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le Titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. À défaut, ou si le Maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions du CCAG-PI.

Le Coordonnateur, ou à défaut l'un des suppléants, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçu, à tout nouveau Coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au Maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du Maître d'ouvrage.

Le nouveau Coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et à la Protection de la Santé des Travailleurs.

3.4.3 Autorité du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS doit informer le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Conducteur d'opération sans délai, et par tous les moyens, avec confirmation par mail, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le registre-journal. Cette information doit être confirmée par écrit.

Il appartient au Coordonnateur de demander à tout intervenant qui ne respecterait pas les mesures de coordination qu'il aura définies, les procédures de travail, ainsi que ses obligations en matière de sécurité et de santé, de s'y soumettre sans délai.

Le Coordonnateur bénéficie, dans l'exercice de ses compétences, d'une totale liberté d'expression dans ses avis et conseils, sous réserve du respect des règles usuelles de courtoisie et de politesse, que ce soit dans le domaine de la planification, de la conception, des études, de l'organisation et des conditions d'exécution.

3.4.3.1 En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tel que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le Coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour avertir les personnes concernées et faire supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou une partie des travaux concernés jusqu'à la mise en conformité.

3.4.3.2 Arrêt et reprise de chantier

La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal de la coordination. La reprise du travail de ce poste ne pourra avoir lieu qu'après que des protections aient été mises en place ou que des mesures adaptées aient été prises. Les reprises décidées par le Maître d'ouvrage et son AMO, après avis du Coordonnateur, sont également consignées dans le registre-journal de la coordination.

3.4.3.3 En cas de différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants de l'opération est soumis au Maître d'ouvrage et à son AMO.

3.4.3.4 Lutte contre le travail illégal

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal, le Coordonnateur SPS devra porter à la connaissance du Maître d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre tous les faits de travail illégal dont il a connaissance directement ou indirectement. Et conformément à la réglementation du droit du travail, il devra prendre toutes les mesures pour réserver l'accès au chantier aux seules personnes autorisées.

Ainsi il veillera à ce que, conformément à ladite réglementation, tous les travailleurs concernés présents sur le chantier, soient munis de leur carte d'identification professionnelle.

3.4.4 Moyens donnés au Coordonnateur SPS

3.4.4.1 Libre accès

Le Coordonnateur SPS a libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité et en s'identifiant auprès des responsables du chantier (chef de chantier et responsable du contrôle d'accès le cas échéant) ;
- Au bureau de chantier et au matériel mis à disposition le cas échéant.

3.4.4.2 Obligations du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage ou son AMO communiquent au Coordonnateur :

- Avant de les approuver, tous les documents d'étude DIAG, APD, PRO et DCE ;
- Le nom du ou des éventuels intervenants ou organismes publics ou autres dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- Au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants de l'opération ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- La liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
- La décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ainsi que ses compléments éventuels.

Le Maître d'ouvrage ou son AMO informent le Coordonnateur SPS des réunions qu'ils organisent et auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

Le Maître d'ouvrage ou son AMO s'assurent que le Maître d'œuvre remet au Coordonnateur SPS tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO) notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi.

3.4.4.3 Dispositions prises par le Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au Coordonnateur :

- Avant de les approuver, tous les documents d'étude réalisés par le Maître d'œuvre ;
- Tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- L'ensemble des documents et Ordres de Services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- La copie des déclarations d'accidents de travail ;
- Par les différents cocontractants du Maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Par les différents Titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, la liste des personnels affectés au chantier ;
- Par les entreprises, le nom de leurs représentant siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

Le Maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que le Coordonnateur soit informé :

- De toutes les réunions organisées par la Maîtrise d'œuvre ou le responsable de l'Ordonnancement-Pilotage-Coordination du chantier (OPC) auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
- De l'intervention de toute entreprise au titre de la « Garantie de Parfait Achèvement ».

Il prend également toutes les dispositions pour que le Coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous les autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, Maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- Les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par la Maîtrise d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

----- FIN DU DOCUMENT -----